

Parti communiste français

commission nationale
Agriculture Pêche Forêt
responsable

Xavier Compain
membre du Conseil national

comité de rédaction

Monique Biron
Éric Coquard
Serge Lépine



SEPTEMBRE 2011

POUR UNE NOUVELLE POLITIQUE AGRICOLE ET ALIMENTAIRE EUROPÉENNE

Répondant à *Terre-net média* (portail internet spécialisé dans l'agriculture) qui avait demandé aux principales forces politiques représentatives d'exposer les positions de leur parti sur les grands sujets ayant trait à l'agriculture, j'ai mis en évidence ce qui peut être la nouvelle feuille de route agricole pour l'Europe. L'éditorial de ce numéro spécial Fête de l'Huma 2011 me donne l'occasion d'y revenir pour bien souligner son importance. J'ai la conviction que, pour relever les nombreux défis auxquels elle est confrontée, l'Europe doit se donner les moyens de sortir l'agriculture de l'OMC en engageant sans délais un combat déterminé contre les marchés spéculatifs, les politiques libérales dans l'Union européenne et dans le monde. Avec la nouvelle *Politique agricole commune* 2014-2020, en cours de définition, soit l'Europe abandonne notre alimentation aux grands groupes de l'agroalimentaire, soit nous parvenons à exiger une alternative au capitalisme. C'est vers une agriculture duale que veut nous mener la Commission européenne, au terme d'un accord entre les libéraux les plus ardents et les fondamentalistes environnementaux. En France, les revenus agricoles se sont effondrés, entraînant la disparition des plus fragiles. Des filières entières sont menacées par la concurrence, le renouvellement des générations de paysans est compromis, des écosystèmes sont endommagés. À l'horizon 2050, l'Europe a besoin d'une nouvelle feuille de route agricole et alimentaire. La Gauche doit être audacieuse sur le champ de la *Politique agricole commune*, courageuse face aux prétendues réalités du marché. En raison de l'ampleur de la crise, des mesures immédiates doivent être prises :

- protéger les prix agricoles plutôt que contractualiser sur les marchés à terme, en mettant en place des prix garantis rémunérateurs ;
- appliquer sa préférence communautaire et suspendre les accords bilatéraux de libre échange, négociés par l'Union européenne (Mecorosur)
- renforcer la souveraineté alimentaire par la constitution de stocks européens de sécurité.

Face aux enjeux de civilisation, l'agriculture va être un élément déterminant du projet de société pour les générations futures. Parmi nos propositions, quatre engagements forts visant à produire suffisamment pour garantir une alimentation saine et accessible :

- face au défi alimentaire, il faut que la production agricole soit soutenue par de nouvelles politiques publiques ; l'indépendance alimentaire doit être garantie et la relocalisation des productions doit privilégier la satisfaction des besoins humains ;
- une juste rémunération des paysans est indispensable pour l'installation de jeunes. Cette exigence vaut également pour les salariés de l'agroalimentaire ; cela passe par des prix rémunérateurs garantis, la planification de la production et la régulation des marchés, une meilleure répartition des terres agricoles, le soutien public aux exploitations et aux filières les plus vulnérables ; en ce sens, nous prenons l'engagement de déposer prochainement, un projet de loi sur l'encadrement des prix alimentaires ;
- initier un nouveau mode de développement plus écologique de l'agriculture ; à la culpabilisation d'un secteur empêtré dans le productivisme, nous proposons d'en sortir par le haut ; il faut encourager l'autonomie des exploitations, les bonnes pratiques agronomiques, maintenir durablement les rendements, diversifier les productions ; la recherche agronomique doit être dédiée à la conquête de ce nouveau développement ;
- promouvoir un aménagement équilibré des territoires ; les paysans sont les acteurs majeurs, économiques et sociaux, des espaces ruraux européens, ces services d'aménagement des territoires doivent être reconnus et soutenus par une politique de maintien des services publics.

En France, au sein du Front de Gauche et en Europe, à travers le Parti de la Gauche européenne, notre détermination à construire une nouvelle ambition agricole et alimentaire est à la hauteur de nos convictions : le capitalisme ne se moralise pas, il se combat !

Xavier Compain



P
A
R
O
L
E
S

« Les pires formes de terrorisme sont l'indifférence, la faim et les maladies. Si nous ne le vainquons pas, nous ne vivrons jamais en paix ».

Harry Belafonte
artiste américain

Pages suivantes

Lancement du Front de Gauche de l'agriculture 2

Interview de Maxime Bergonso, élève ingénieur en agriculture 3

Débats à la Fête de l'Huma 4

site : www.pcf.fr
webtv : alternatv.fr

collaborateur
Jean Youdom - jyoudom@pcf.fr

contact
Sylvie Simonin - ssimonin@pcf.fr



LANCEMENT DU FRONT DE GAUCHE DE L'AGRICULTURE

avec le Front de gauche pour un nouveau modèle agricole créateur d'emplois

Nous voulons une agriculture écologique et créatrice d'emplois, qui rende nos campagnes vivantes ; une agriculture au service d'une alimentation de qualité pour tous.

Paysans, salariés de l'agriculture, de l'industrie agro-alimentaire et des services à l'agriculture, enseignants agricoles, chercheurs, élus locaux, citoyens, **nous lançons le Front de Gauche de l'agriculture.**

Concentration de la production et de la propriété, effondrement de l'emploi agricole, accès des jeunes au métier de paysan rendu de plus en plus difficile, perte des savoir-faire traditionnels, dégâts environnementaux, atteintes à la santé publique. Ce modèle agricole productiviste ne sert pas l'intérêt général. Les politiques agricoles, construites autour du modèle libéral de la « concurrence libre et non faussée » ne satisfont que les multinationales de l'agro-alimentaire et de la grande distribution.

Dans le monde, c'est la même logique destructrice : l'expansion des monocultures d'exportation, l'accaparement de terres, la déstabilisation des cultures vivrières provoquent hausses des prix, famines, exode rural et chômage. Alors que l'agriculture a la capacité de nourrir le monde, une personne sur sept souffre de faim.

Le Front de Gauche défend une agriculture paysanne, écologique et relocalisée, en France, en Europe et dans le Monde, seule à même de produire une alimentation saine et accessible à tous, de promouvoir un aménagement équilibré du territoire, de recréer de l'emploi agricole. Soyons clairs : une telle agriculture ne peut exister sans une juste rémunération du travail agricole, elle est donc incompatible avec la logique de libéralisation des marchés impulsée par la Commission européenne, le Traité de Lisbonne, l'OMC et le FMI. Et c'est pourquoi elle ne peut se faire sans une rupture avec les politiques libérales ! Le Front de Gauche se bat notamment pour que la PAC 2014/2020 incarne une telle rupture.

**Rejoignez le Front de Gauche
de l'agriculture pour :**

**construire ensemble à partir
de notre programme des propositions
législatives concrètes**

**porter les candidats du Front de
Gauche aux élections législatives**

**soutenir Jean-Luc Mélenchon
candidat du Front de Gauche
à l'élection présidentielle**

POUR REJOINDRE LE FRONT DE GAUCHE DE L'AGRICULTURE

Nom, prénom :	Profession /	
Entreprise :	Responsabilité éventuelle	
Adresse :		
Département :	Téléphone :	Email
J'accepte que mon nom soit publié dans la liste des soutiens du Front de Gauche de l'agriculture : OUI <input type="checkbox"/> NON <input type="checkbox"/>		
Si « OUI », seront rendus publics : le nom, le prénom, la profession, le département, ainsi que :		
- l'entreprise si accord :	OUI <input type="checkbox"/> NON <input type="checkbox"/>	
- les responsabilités si accord :	OUI <input type="checkbox"/>	
	OUI <input type="checkbox"/> SANS MENTION DU NOM DE L'ORGANISATION <input type="checkbox"/>	
	NON <input type="checkbox"/>	(rayer les mentions inutiles)
Ma contribution		
<hr/> <hr/>		

à renvoyer à :
contact@placeaupeuple2012.fr



INTERVIEW :

MAXIME BERGONSO

élève ingénieur en Agriculture

Élève ingénieur en agriculture, quel regard portes-tu sur la paysannerie, les productions agricoles et le droit à la souveraineté alimentaires des peuples?

Membre du Mouvement des Jeunes Communistes de France et militant PCF dans ma fédération de l'Ain, je participe à la commission nationale Agriculture-Pêche-Forêt depuis 2010.

Tant pour le Parti que pour la JC, l'agriculture a toujours été un thème important car nous entretenons des rapports fraternels avec les paysans qui sont dans un système alternatif (Bio, circuits courts, vente directe). Au niveau des JC, il nous a paru essentiel dans l'Ain de travailler plus avec la commission du Parti afin de se former et de partager nos expériences.

Par ailleurs, ma formation m'a amené à m'intéresser de plus près à des thèmes particuliers comme la souveraineté alimentaire et les politiques agricoles dans le processus de développement.

Tu t'intéresses actuellement à l'accaparement des terres agricoles. En quelques mots, de quoi est-il question ?

L'accaparement des terres agricoles, c'est l'acquisition par des opérateurs étrangers privés ou étatiques de vastes terres arables. Les produits agricoles issus de ces terres vont à l'exportation. Ce phénomène a lieu dans les pays d'Afrique subsaharienne, en Asie du sud-est et en Amérique latine.

Cette appropriation pose de nombreux problèmes. Les cultures d'exportation, voire pire les cultures énergétiques (agro-carburants) amenuisent la souveraineté alimentaire de ces pays, trop souvent déjà en danger. De plus, les contrats sont négociés loin des communautés locales et ils piétinent les droits de propriété ou d'usage.

Enfin, la démarche des investisseurs financiers est résolument capitaliste et à l'investissement doit succéder la rentabilité immédiate. C'est la porte ouverte à un désastre écologique de grande ampleur sur des terres équatoriales fragiles et sensibles à l'érosion.

Pourquoi les communistes doivent-ils s'emparer de cette question ?

Ce phénomène n'est pas nouveau, un historien vietnamien notait que pendant la colonisation française de l'Indochine, 470 000 hectares avaient été accaparés par des sociétés et des colons. L'accaparement, c'est une forme de neo-colonialisme : profitant de la faiblesse des gouverne-

ments et d'un pouvoir financier important, les opérateurs étrangers imposent le diktat des marchés financiers internationaux aux communautés rurales des pays pauvres.

Les conséquences sont extrêmement graves : alors que la famine touche la corne de l'Afrique, de vastes zones ont précédemment été cédées à des opérateurs, environ 3 millions d'hectares dans l'ouest de l'Éthiopie.

J'ajouterai enfin que, naturellement, les contreparties financières reçues par les pays pillés sont ridiculement faibles voire dans certains cas nulles. Lutter contre l'accaparement des terres, c'est un bon moyen pour faire prendre conscience aux gens que le problème de la souveraineté alimentaire n'est pas qu'un problème climatique ou une question humanitaire mais bel et bien une question très politique.

J'ajouterai que les communistes ont toujours lutté contre toutes formes de colonialisme, il ne faut pas baisser la garde.

Y a-t-il des résistances dans les pays concernés ? Quelles actions devons-nous organiser ici ?

Sur place, l'exemple de résistance qui devrait faire école, c'est celle des communautés malgaches, qui ont mis à bas en 2009 les projets de Daewoo, une entreprise Sud-coréenne qui projetait d'occuper la moitié des terres arables de l'île, à cette époque le gouvernement en place est même tombé. Malheureusement, dans la majorité des cas, les projets ne rencontrent qu'une résistance locale qui a peu d'écho médiatique.

En France, on doit s'attaquer tout d'abord à nos entreprises coupables et faire jouer la pression citoyenne. Il faut avant tout mettre en lumière ces affaires, car la plupart du temps elles sont très opaques. Enfin, il faut promouvoir des politiques agricoles et non pas une libéralisation totale de l'agriculture comme le prône la droite.

À la Fête de l'Huma, les JC de l'Ain et la commission agricole du Parti organisent dimanche, sur le stand du PCF de l'Ain, un débat sur ce thème, ce sera une bonne occasion pour se former à ces questions et réfléchir à des actions tous ensemble.





FÊTE DE L'HUMANITE 2011

débats-initiatives commission Agriculture- Pêche-Forêt

SAMEDI 17 SEPTEMBRE

10 H 45 - espace des Hauts de Seine (avenue Gabriel Péri)

L'enseignement agricole: un atout majeur pour l'agriculture

accueil : Brigitte CONTHIER-MAURIN, sénatrice, secrétaire départementale

débat avec :

Jean-Marie LE BOITEUX, secrétaire général SNETAP/FSU

Thomas VAUCOULEUR, secrétaire national SYAC/CGT

Estelle ROYET, porte-parole du MODEF

Cyrill THOMAS, administrateur MJCF, élève de lycée agricole

Germinal PEIRO, député PS, responsable Agriculture-Ruralité

Xavier COMPAIN, responsable PCF Agriculture-Pêche-Forêt

animé par Patricia CHALUMEAU, journaliste

15 H 30 - stand de la Côte d'Or (avenue Paul Vaillant Couturier)

café/débat :

Le communisme rural, hier, aujourd'hui, demain

autour du livre de Julian MISCHI, chercheur (INRA/Dijon)

Pour une Sociologie politique des mondes ruraux

avec :

Jean-claude MAIRAL, élu de l'Allier, secrétaire national de l'ANECR, président du CIDEFE

Xavier COMPAIN, responsable PCF Agriculture-Pêche-Forêt

animé par Patricia CHALUMEAU, journaliste

17 H 00 - stand du Front de Gauche (avenue Gabriel Péri)

Lancement du Front de gauche agricole

rencontre :

Jean-Luc MÉLENCHON, président du Parti de gauche

avec :

André CHASSAIGNE, député du Puy de Dôme

et les signataires de l'Appel pour un Front de Gauche de l'Agriculture
(personnalités, syndicalistes, politiques...)

DIMANCHE 18 SEPTEMBRE

11 H - stand Fédéral de l'Ain (avenue Pablo Picasso)

conférence/débat :

Accaparement des terres agricoles, souveraineté alimentaire en danger

débat avec :

Maxime BERGONSO, élève Ingénieur, membre de la Commission PAF/PCF

Ambroise MAZAL, de retour d'un voyage en Amérique latine

Jean-Pierre BOINON, chercheur à Agrosup/Dijon

Xavier COMPAIN, responsable PCF Agriculture-Pêche-Forêt

animé par les Jeunes Communistes de l'Ain